



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 193 du 13 mars 2020

Pays Nordiques

Covid-19 – Situation dans la zone nordique :

La Norvège compte près de 900 cas de covid-19 au 13 mars. Le gouvernement norvégien a décidé le 12 mars la fermeture des crèches, écoles, universités, salles de sport, piscines, salons de coiffure, de soins de beauté et de tatouages et l'annulation des événements culturels et sportifs. Les restaurants, bars et boîtes de nuit peuvent rester ouverts si une distance de sécurité d'un mètre est respectée entre chaque client. Il est recommandé de limiter ses déplacements et d'éviter les transports publics. Les personnes revenant de l'étranger (hors pays nordiques) doivent observer quatorze jours de quarantaine.

Le Danemark compte 785 personnes infectées par le covid-19 le 13 mars. Le pays a annoncé le 11 mars la fermeture de tous les établissements scolaires et lieux publics, encouragé les entreprises à promouvoir le télétravail et appelé les fonctionnaires dont le rôle n'est pas crucial à rester chez eux. Les rassemblements de plus de 100 personnes sont interdits.

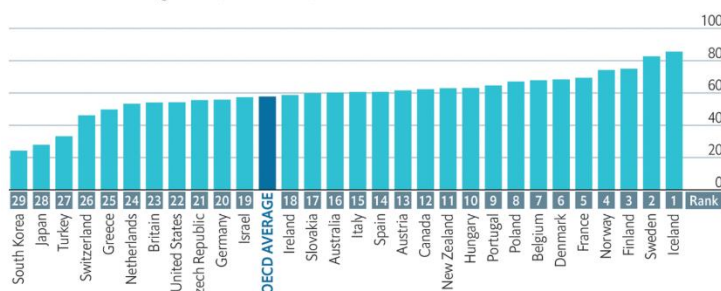
En Finlande, 115 cas de covid-19 sont recensés le 13 mars. Le gouvernement interdit tous les rassemblements publics de plus de 500 personnes jusqu'à la fin du mois de mai. En outre, le télétravail doit être privilégié et les activités non essentielles limitées. Il est également recommandé aux personnes qui reviennent de zones touchées par l'épidémie de convenir de mesures de quarantaine avec leur employeur.

La Suède recense 755 cas de covid-19 le 13 mars. Le pays a interdit le 12 mars les rassemblements de plus de 500 personnes. L'essentiel des mesures de précaution (télétravail, quarantaine, fermeture de commerces et d'établissements scolaires) est laissé à l'initiative des acteurs privés.

L'Islande compte 109 cas de covid-19 au 12 mars. Le gouvernement a annoncé la fermeture des universités et des lycées à partir du lundi 16 mars. Les crèches et écoles primaires restent cependant ouvertes.

Glass-ceiling index

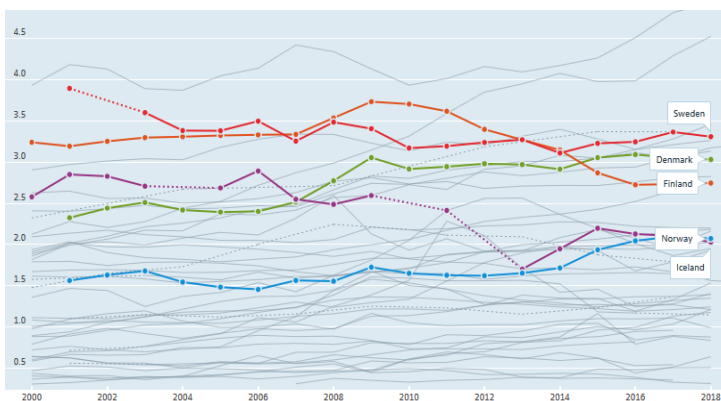
Environment for working women, 2019 or latest, 100=best

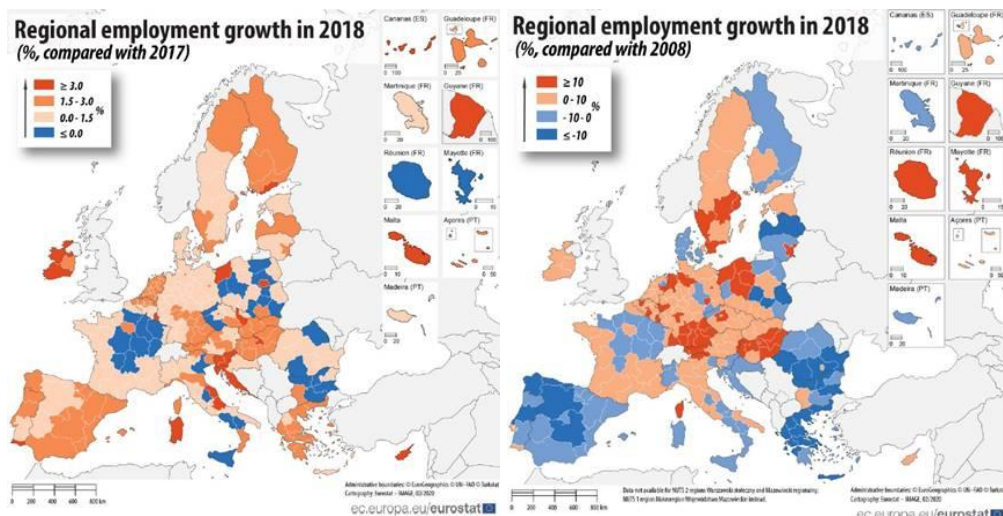


Sources: European Institute for Gender Equality; Eurostat; MSCI ESG Research; GMAC; ILO; Inter-Parliamentary Union; OECD; national sources; The Economist

Les pays nordiques sont les plus avancés en matière d'égalité femme-homme au travail, selon l'index « du plafond de verre » de *The Economist* qui classe 29 pays en fonction de 10 indicateurs : niveau d'études, taux d'activité des femmes, salaires, congés maternels et paternels, processus de sélection des business-school, représentation des femmes dans les positions exécutives, les conseils d'administration et les parlements, coût d'éducation d'un enfant. L'Islande arrive en tête du classement, suivie par la Suède (2^e), la Finlande (3^e), la Norvège (4^e), la France (5^e) et le Danemark (6^e). Le score de l'Islande s'explique par le niveau d'étude élevé des femmes (plus de la moitié possèdent un diplôme universitaire), leur présence dans les conseils d'administration (près de 50% des sièges sont occupés par des femmes grâce au quota de 40% instauré en 2013) et dans des fonctions managériales (41,5% des postes de managers).

Les dépenses de R&D dépassent 3% du PIB en Suède et au Danemark. Le Danemark (3,0%) et la Suède (3,3%) figurent parmi les pays de l'OCDE qui allouent le budget R&D le plus important rapporté au PIB, après Israël et la Corée du Sud qui dépassent largement 4%. Les dépenses de R&D représentent 2,7% du PIB en Finlande (2,7%) et 2% en Norvège et en Islande.





L'emploi a progressé dans les pays nordiques de l'UE entre 2017 et 2018, mais décliné en Finlande et au Danemark cette dernière décennie, selon un rapport d'Eurostat publié le 5 mars 2020. Entre 2017 et 2018, l'emploi a cru dans 9/10^e des 240 régions de l'UE et dans l'intégralité des régions situées au Danemark, en Suède et en Finlande (qui compte l'une des 21 régions dont la croissance de l'emploi a été supérieure à 3%). En revanche, l'emploi a décliné au Danemark et dans une majeure partie de la Finlande sur cette dernière décennie. En

Suède, l'emploi a globalement progressé ces dix dernières années et enregistre une des hausses les plus importantes de l'UE à Stockholm (+18,5%). En moyenne, l'emploi a augmenté de 2,6% cette dernière décennie dans les pays de l'UE et 62% des régions (148 sur 238) ont observé une hausse de l'emploi.

Danemark

Aucune entreprise danoise n'a prévu d'entrer en bourse durant la première moitié de l'année 2020. Si cette information se confirme, cela fera 2 ans que le Danemark n'aura pas observé d'introduction en bourse. Cette situation est perçue comme étant susceptible de détourner les investisseurs institutionnels du Danemark.

L'impôt sur les sociétés, fortement concentré sur une dizaine de sociétés. En 2018, les recettes de l'Etat provenant de l'impôt sur les sociétés s'élevaient à 61 Mds DKK (8,2 Mds€), en baisse de plus de 15% par rapport à 2017. Elles provenaient de 76 000 sociétés, mais 10 entreprises danoises, parmi lesquelles se trouvent Danske Bank, Ørsted, Pandora et Novo Nordisk, étaient à l'origine de près d'un tiers de ces recettes (dont 7,1 Mds DKK, soit environ 950 M€, de la seule Novo Nordisk).

Un nouveau programme d'épargne-retraite pour les plus démunis. Introduit à la suite de l'accord budgétaire de 2019, ce programme concernera 685 000 danois qui bénéficient de revenus de transfert (chômeurs, femmes en congé maternité et bénéficiaires de retraites anticipées). Il a pour objectif de permettre à tous les Danois de bénéficier d'une retraite. Le prélèvement sera progressif : de 0,3% en 2020, il augmentera de 0,3 point par an pour atteindre 3,3% en 2030.

Un accès au crédit facilité en contrepartie de mesures et projets pro-climat. Plusieurs banques danoises souhaitent réduire le coût des « prêts verts ». Danske Bank propose ainsi de couvrir les coûts d'emprunt jusqu'à 7 000 DKK (936 €) pour les clients souhaitant dépenser 300 000 DKK (40 000 €) pour renforcer l'efficacité énergétique de leur logement. Les clients d>Arbejdernes Landsbank peuvent, par exemple, emprunter 50 000 DKK (6 700 €) sur 5 ans à un taux de 0%, si ce prêt est destiné à réduire la consommation d'énergie. Au Danemark, 40% de la consommation énergétique est liée au logement.

Finlande

Impact du coronavirus sur les perspectives de croissance finlandaises. La ministre des Finances, Katri Kulmuni, a annoncé que le taux de croissance serait inférieur aux précédentes prévisions qui l'estimaient à 1% pour 2020. La banque OP a quant à elle annoncé une croissance nulle cette année. En Finlande, outre les difficultés que rencontre l'industrie pour l'approvisionnement en pièces détachées, ce sont principalement les secteurs du tourisme, des transports, aérien et maritime, qui sont les plus impactés. Compte-tenu de sa situation géographique, le pays est un hub pour les voyageurs asiatiques souhaitant se rendre en Europe et souffre particulièrement des annulations de vols de Finnair. La compagnie aérienne a déjà supprimé près de 4 000 vols vers l'Asie, l'Europe et la Russie et des négociations sont en cours afin de mettre au chômage technique, pendant 14 à 30 jours, l'ensemble de son personnel travaillant en Finlande, soit environ 6 000 employés. A ce stade, le gouvernement finlandais n'a pas l'intention d'accorder un financement spécifique visant à soutenir l'économie face à cette crise sanitaire. Le budget pour l'année 2020 prévoit toutefois un montant d'environ 9 M€ pour des dépenses imprévisibles. Par ailleurs, le programme gouvernemental de coalition réserve une possibilité de débloquer jusqu'à 500 M€ par an et 1 Md€ en cas de situation exceptionnelle sur l'ensemble de la période 2020-2022.

Changement de l'équipe dirigeante de Nokia en 2020 : deux Finlandais à la manœuvre. Sari Baldauf, la nouvelle présidente du conseil d'administration, prendra ses fonctions au mois d'avril 2020 et le PDG, Rajeev Suri, quittera son



poste fin août pour être remplacé par Pekka Lundmark, actuellement PDG de Fortum (cf. ci-dessous). Ces annonces font suite aux difficultés survenues dans le cadre du développement de la 5G et de la chute du prix de l'action de Nokia fin 2019. Nokia a obtenu en février 2020 un financement de 500 M€ de la BEI pour l'aider à accélérer le développement de sa technologie 5G. La société a récemment signé un accord avec le fabricant américain de semi-conducteurs Marvell, pour le même type de technologie dit « système on chip » également produit par Intel et dont le retard de livraison explique une partie des difficultés du groupe en matière de 5G.

Changement de PDG de Fortum. La plus grosse entreprise énergétique finlandaise, détenue à 50% par l'Etat finlandais, recherche un nouveau PDG puisque Pekka Lundmark prépare son départ pour Nokia fin août 2020. Il avait déjà travaillé chez Nokia de 1990 jusqu'en 2000. Fortum, qui développe une stratégie centrée sur les énergies renouvelables, fait face à des critiques dans la presse finlandaise depuis le rachat de l'allemand Uniper dont la production repose encore à 80% sur les énergies fossiles. Suite à ce rachat, Fortum est devenu la plus grande entreprise finlandaise avec un chiffre d'affaires de 70 Mds€.

Islande

La Banque centrale prend des mesures pour répondre aux conséquences économiques du coronavirus. Alors que les cours de la bourse poursuivent leur chute et que la couronne islandaise plonge face à l'euro, le comité de politique monétaire de la Banque centrale a décidé le 11 mars de baisser les taux directeurs à 2,25%, soit le taux le plus bas depuis 2001. Ce comité a aussi annoncé une baisse du taux des réserves obligatoires moyennes, correspondant au montant des actifs liquides que chaque banque doit détenir par rapport à ses dettes, de 1% à 0%. Ces mesures visent à améliorer la position de liquidité des banques et à augmenter leur capacité de réaction.

Le gouvernement islandais a présenté un plan d'action pour amortir les conséquences du coronavirus comprenant notamment un assouplissement des conditions de paiement des impôts et taxes pour les entreprises en difficulté, la suppression temporaire de certaines taxes pour le secteur du tourisme, la coopération avec le secteur bancaire islandais pour maintenir à flot les entreprises vulnérables et une initiative de marketing pour encourager les voyages en Islande une fois que la propagation du virus aura ralenti. La Première ministre islandaise a rappelé que l'Islande était dans une position solide grâce à des réserves de change importantes, une dette faible, des taux d'intérêt favorables et un solde positif du compte courant. Elle a confirmé qu'une augmentation des investissements publics dans les infrastructures était également envisagée pour soutenir l'économie islandaise.

Le secteur agricole gagne en importance. Selon un rapport de l'institut des statistiques islandais, la valeur de la production totale du secteur agricole pour l'année 2019 est de 65 Mds ISK (472 M€). Il s'agit d'une augmentation de 6,8% par rapport à l'année précédente, qui s'explique par une hausse de 2,5% du volume de la production agricole et de 4,2% des prix des produits par rapport à 2018.

Le gouvernement islandais prévoit d'investir 900 Mds ISK (6,6 Mds€) dans les infrastructures au cours des dix prochaines années. Le comité de travail à l'origine de cette proposition a notamment fait de la pose de câbles électriques souterrains dans tout le pays une priorité d'ici 2025. Les centrales électriques de secours, les systèmes de protection contre les avalanches et les infrastructures de communication sont également ciblés pour ces investissements.

Norvège

Le Fonds pétrolier présente son rapport annuel. Le Fonds a atteint 10 088 Mds NOK (928 M€) en 2019 et a enregistré un rendement de 19,95%, contre une moyenne de 6% ces dix dernières années. Cette croissance serait en partie imputable à un effet de change de 1 390 Mds NOK lié à la baisse de la couronne. La part des actions dans le portefeuille du fonds est passée de 46% en 2007 à 70,8% en 2019, et les Etats-Unis y occupent une place de plus en plus importante. Si les émissions du Fonds ont augmenté en 2019 (108 Mt de CO₂, soit environ le double des émissions de la Norvège), le Storting a autorisé le Fonds à investir dans des projets d'infrastructures en énergies renouvelables grâce au « mandat vert ». Le Fonds compte y investir 100 Mds NOK (9,2 Mds€) d'ici 2022.

Le Président d'Amnesty International Norvège dénonce les investissements du Fonds pétrolier norvégien en Chine. Le Fonds continue à investir dans Hikvision et Dahua, deux sociétés chinoises placées sur liste noire des autorités américaines. Ces dernières sont soupçonnées de fournir du matériel de surveillance aux camps de détention de la région du Xinjiang où plus d'un million de personnes, principalement des Ouïghours, ont été emprisonnées au cours des trois dernières années. En 2019, ces participations représentaient plus de 1,1 Md NOK (101 M€).

Le nombre de bénéficiaires de prestations d'invalidité est en augmentation. En donnant ses instructions annuelles à NAV (Agence pour l'emploi et la sécurité sociale), le ministre du Travail, Torbjørn Røe Isaksen, rappelle que depuis 2013, le nombre de personnes concernées n'a cessé d'augmenter. 10,3% des actifs perçoivent cette aide sociale aujourd'hui, dont plus de 20 000 jeunes (2,4% des 18-29 ans).

69 nouvelles licences pétrolières ont été attribuées lors du conseil des ministres du 14 février, dans le cadre du cycle APA 2019 (Awards in Predefined Areas). Sur ces 69 nouvelles licences de production, 33 se trouvent en mer du Nord, 23 en mer de Norvège et 13 en mer de Barents.



Telenor supprime 3 000 postes dans le monde et présente sa stratégie climatique pour 2020-2030. Après avoir supprimé 1 800 emplois en 2018, l'opérateur téléphonique annonce 3 000 suppressions supplémentaires cette année (sur un total de 20 000 employés) dans le cadre du processus de modernisation du groupe. Par ailleurs, la Vice-Présidente exécutive, Anne Kvam, constate que 80% des émissions de CO₂ du groupe sont liées aux réseaux téléphoniques en Asie, et préconise de remplacer les générateurs diesel par des panneaux solaires, solution qui permettrait de réduire les émissions de la compagnie de 50% d'ici 2030 et de contribuer à l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050.

L'opinion publique norvégienne est en faveur de la poursuite de l'exploitation pétrolière. D'après un sondage commandé par l'organisation patronale Norsk olje og gas, 69% des Norvégiens souhaitent que la production d'hydrocarbures se poursuive, 17% y sont opposés, et 14% sont sans opinion.

Patronat et syndicats de l'industrie ont présenté leurs ambitions climatiques (-40% d'émissions en 2030, neutralité carbone en 2050). L'électrification du plateau continental norvégien pourrait coûter 90 Mds NOK (8,2 Mds€), soit 18 fois les investissements nécessaires à la réalisation du parc éolien offshore écossais Hywind Tampen (Equinor). La confédération syndicale LO s'est également déclarée favorable au financement à grande échelle des deux projets pilotes CCS en Norvège (cimenterie Norcem de Breivik et incinérateur de Klemetsrud à Oslo).

La Norvège contribue à l'annulation de la dette de la Somalie. La Norvège a effectué un prêt de 366 M\$ (326 M€), permettant à la Somalie de rembourser ses arriérés de dette à la Société Financière Internationale de la Banque mondiale. Ce crédit-relais à court terme s'inscrit dans le cadre d'une opération internationale coordonnée visant à annuler une grande partie de la dette de la Somalie dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe).

Le ministre des Transports reçoit un rapport sur l'électrification des transports aériens. Avinor (gérant des aéroports norvégiens) et la direction de l'aviation civile (*Luftfartstilsynet*) estiment que la Norvège doit jouer un rôle moteur pour le développement de nouvelles technologies, pour que tous les vols commerciaux intérieurs soient effectués par des avions électriques d'ici 2040. Le rapport préconise également une série d'incitations financières (réduction de la TVA et des taxes sur les billets d'avion), calquées sur les aides pour l'électrification du parc automobile.

La Lettonie perd une nouvelle bataille dans la guerre pour le crabe des neiges. La CJUE a rejeté sa demande de négociation par l'UE d'un accord avec la Norvège sur la pêche du crabe des neiges au Svalbard. La cour a estimé que rien n'obligeait l'UE à résoudre des conflits avec la Norvège. La Lettonie n'accepte pas que la Norvège contrôle ce type de pêche au large du Svalbard et ne reconnaisse pas les 20 licences délivrées par la Commission européenne à des navires lettons et polonais.

Suède

La ministre des Finances Magdalena Andersson estime la baisse de croissance liée au covid-19 à 0,3 point de PIB en 2020. La croissance du PIB suédois passerait de 1,1% à 0,8%. Swedbank annonce déjà que cette prévision sera sans doute insuffisante et table, pour sa part, sur une croissance limitée à 0,4% en 2020 contre 1,2 % dans ses prévisions antérieures. Il faut remonter jusqu'en 2012 pour trouver une croissance aussi faible dans le pays.

Les pouvoirs publics suédois prennent des mesures pour prévenir les conséquences économiques du covid-19. Le gouvernement a annoncé la suppression de la journée de carence prévue en cas d'arrêt maladie (qui ne sera plus à la charge du salarié mais de l'Etat) jusqu'au 26 avril, une rallonge budgétaire de fonctionnement de 6 M€ et une rallonge budgétaire pour les achats d'équipement de protection de 20 M€ à l'agence de la santé publique et l'agence des affaires sociales, le report des versements mensuels des charges partonales, l'anticipation de la réforme de l'activité partielle au 1^{er} mai, la compensation des coûts extraordinaires engagés par les communes et les régions (estimés à 100 M€) et des mesures d'urgence sectorielle dans les secteurs les plus touchés. Deux mesures d'ordre financier ont également été annoncées : (i) la Riksbank est prête à injecter 500 Mds SEK (45Mds€, 10% du PIB) dans l'économie via des prêts aux banques commerciales d'une maturité de 2 ans à taux variables indexés sur le taux directeur (0% actuellement) pour faciliter l'accès aux crédits des entreprises suédoises et garantir l'accès à la liquidité ; (ii) *Finansinspektionen* (FI), le superviseur financier, a allégé les obligations macroprudentielles imposées aux banques en abaissant le coussin de fonds propres contra-cycliques (CCyB) de 2,5% à 0%, équivalent à une baisse de 45Mds SEK des exigences de fonds propres, afin de créer une capacité d'environ 900 Mds SEK (85Mds€) pour de nouveaux prêts.

La France affiche un excédent commercial avec la Suède pour les échanges de services. Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), la France affiche un excédent commercial avec la Suède dans le domaine des services depuis 2018. En 2019, les exportations françaises de services vers la Suède ont atteint 26,7 Mds SEK (2,6 Mds€) contre 23,9 Mds en 2018, alors que nos importations de services en provenance de Suède ont atteint 25 Mds SEK (2,4 Mds€) contre 20 Mds en 2018, ce qui porte le solde commercial en notre faveur à 1,7 Md SEK (160 M€) en 2019 contre 3,9 Mds en 2018 (370 M€).

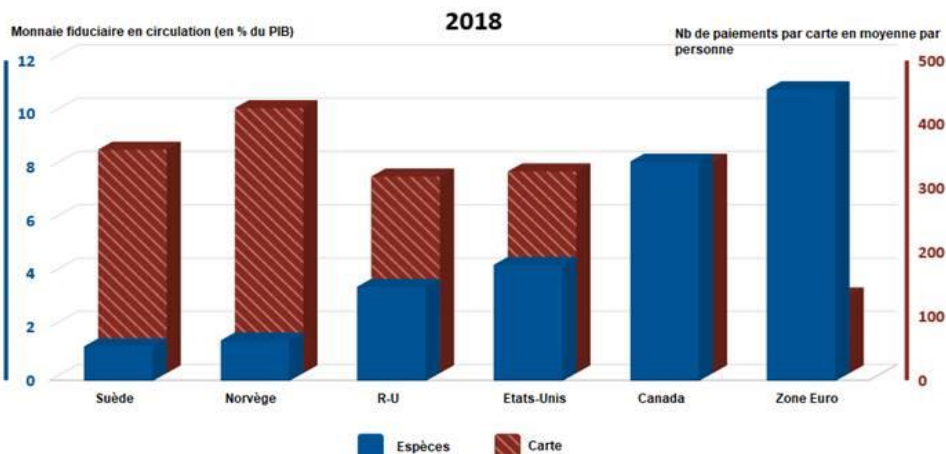
Nucléaire : l'opposition échoue à prolonger la durée d'exploitation des réacteurs R1 et R2. Les partis d'opposition de droite (Modérés et Chrétiens-démocrates), pronucléaires, ont pris la décision de sortir de l'Accord transpartisan sur l'énergie qui fixe au pays l'objectif d'une production électrique 100% EnR dans les années 2040. Actuellement, le nucléaire domine la production nationale (40% du mix électrique 2019), aux côtés de l'hydroélectricité (40%), de l'éolien (12%) et



des centrales thermiques (biomasse-bois essentiellement, 8%). Dans le sillage de cette décision, le parti d'extrême droite a déposé une motion visant à relancer la production nucléaire en réactivant le réacteur nucléaire R2 de la centrale de Ringhals et en annulant la fermeture prévue du réacteur R1 en fin d'année. Vattenfall avait décidé de fermer ces réacteurs pour des raisons de rentabilité face notamment au coût de mise à niveau des normes de sûreté. La motion a été rejetée à une seule voix d'écart (174 voix contre, 173 pour), traduisant l'équilibre très faible au Riksdag entre les partis pronucléaires (l'extrême droite, les Modérés, Chrétiens-démocrates et les Libéraux) et les autres partis (Socio-démocrates, Gauche ex-communiste, Verts). La faible majorité parlementaire contre l'atome rend incertain les grands projets éoliens planifiés par les énergéticiens, en vue des élections de 2022.

La Suède lutte contre la « désertification bancaire ».

La couronne suédoise en circulation ne représente plus que 1,2% du PIB, soit le niveau le plus faible au monde devant la Norvège (la moyenne dans la zone Euro est de plus de 10%). Pour limiter l'accélération de la fermeture des bureaux de banques et des distributeurs automatiques (DAB) dans les milieux ruraux notamment, le Parlement suédois a adopté le projet de loi « *Obligation pour les établissements de crédit de fournir des services en espèces* ». La loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et obligera les principaux établissements bancaires à maintenir un certain nombre de DAB ou de bureaux de banques. 99,7% des Suédois devront pouvoir retirer de l'argent liquide dans un rayon de 25 km autour de leur domicile et 98,78% devront pouvoir déposer de l'argent liquide à moins de 30 km de chez eux. La loi n'impose pas, en revanche, que ces services soient gratuits pour les usagers. Les établissements bancaires pourront donc facturer les retraits comme les dépôts, même s'ils ne le font pas pour le moment.



La loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et obligera les principaux établissements bancaires à maintenir un certain nombre de DAB ou de bureaux de banques. 99,7% des Suédois devront pouvoir retirer de l'argent liquide dans un rayon de 25 km autour de leur domicile et 98,78% devront pouvoir déposer de l'argent liquide à moins de 30 km de chez eux. La loi n'impose pas, en revanche, que ces services soient gratuits pour les usagers. Les établissements bancaires pourront donc facturer les retraits comme les dépôts, même s'ils ne le font pas pour le moment.

IN Groupe rachète le suédois Nexus, spécialiste de l'identité numérique. IN Groupe (ex-Imprimerie Nationale, qui produit notamment les passeports biométriques français), détenu à 100% par l'Etat français, vient de réaliser une importante acquisition en reprenant Nexus, spécialiste des services numériques sécurisés pour les personnes et objets. Nexus, qui compte 300 employés, permettra à IN Groupe (1 500 salariés) d'améliorer sa capacité de transition numérique. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé.

IKEA entame une coopération avec la plateforme e-commerce chinoise Tmall. Le géant suédois de l'ameublement IKEA renforce sa présence en Chine en ouvrant une boutique virtuelle sur la plateforme e-commerce du chinois Tmall, filiale d'Alibaba. Ce partenariat permettra à IKEA de proposer jusqu'à 3 500 produits et meubles sur le site. Dans un premier temps, Tmall proposera ces produits uniquement dans 3 provinces de l'Est du pays, ainsi qu'à Shanghai.

ICA teste le concept de supérettes semi-automatiques. Dans le cadre de son projet « ICA X », le leader de la grande distribution suédoise souhaite développer le concept de superettes autonomes une partie de la journée afin de pouvoir proposer des horaires plus attractifs, sans pour autant risquer d'accroître les coûts d'exploitation. Le concept ne repose pas sur une ouverture 24/7 sans personnel, mais sur une présence du personnel uniquement lorsque la demande des clients le justifie (9h-19h). L'automatisation aurait lieu tôt le matin (6h-9h) et/ou plus tard dans la soirée (19h-22h). Ce projet pilote prévoit une identification électronique du client à l'entrée/sortie (bankID) et une validation des achats avec un scanner QR code. Pour l'heure, le système est conduit à petite échelle puisqu'il n'admet qu'un seul client à la fois.

La propagation du covid-19 affecte le trafic de SAS. Les mesures prises pour atténuer la menace sanitaire ont contraint SAS à annuler ses vols à destination de Chine, de Hong Kong, d'Iran et d'Italie du Nord. Alors que la capacité totale de la compagnie avait augmenté de 1,4% en 2019, SAS a annoncé une réduction d'activité de 8% (-2 000 vols) en mars pour prévenir la chute de demande. Aucune prévision économique n'a été communiquée à cette date. La chute du cours du pétrole ne profitera pas à SAS, la compagnie aérienne ayant d'ores et déjà fixé ses prix d'achat à hauteur de 613 \$/t jusqu'à fin avril (cours du pétrole au 9 mars : 423 \$/t).

Klarna enregistre son premier déficit annuel depuis sa création en 2005. Son Directeur général a annoncé une perte de 1,1 Md SEK (105 M€) en 2019, alors que la *fintech* peine à renforcer sa présence aux Etats-Unis. Si la licorne suédoise continue d'attirer les investisseurs (Klarna est valorisée à 5,5 Mds\$), elle devra faire face au projet de durcissement de la législation encadrant les paiements en ligne en Suède, à l'augmentation de ses pertes sur créances sur les nouveaux marchés et au développement de ses concurrents (dont la britannique Revolut, elle aussi valorisée à 5,5 Mds\$).


1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques

Croissance 2020	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Croissance 2021	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	1,5	1,4	1,0	1,1	2,5	2	1,1	1,6	-	-
Banque centrale	1,7	1,6	0,9	1,1	1,9	1,4	1,3	1,8	0,8	2,4
Institut stat./conj****.	1,3	-	0,9	1,1	2,4	1,9	1,0	1,5	1,7	2,7
Commission*	1,5	1,5	1,5	1,0	1,9	1,9	1,2	1,5	1,8	2,4
FMI**	1,9	1,7	1,5	1,5	2,4	1,6	1,5	2,1	1,6	2
OCDE***	1,4	1,4	1,0	0,9	2,0	1,7	1,2	1,2	1,6	2,6
SEB	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	1,8	1,1	1,7	-	-
Nordea	1,5	1,5	1,0	0,5	1,8	1,6	0,8	1,8	-	-
Danske Bank	1,4	1,4	1,0	1,4	2,0	2,1	0,7	1,5	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2020) sauf Islande et Norvège (prévisions d'automne)

** World Economic Outlook (janvier 2020)

*** Perspectives économiques (novembre 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	0,0	-0,1	-1,4	-1,4	7,6	-	0,1	0,1	-	-
Commission*	0,5	0,0	-1,4	-1,6	8,5	8,6	0,1	0,1	0,4	0,6
FMI**	0,0	-0,1	-1,0	-1,1	7,8	7,7	0,3	0,3	0,1	0,1
OCDE***	0,3	-0,2	-1,4	-1,5	9,1	9,0	0,2	0,1	-1,0	-1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	33,8	33,4	58,8	59,7	-	-	33,9	32,5	-	-
Commission*	32,3	31,7	59,3	59,8	33,8	30,7	33,4	32,0	37,7	37,0
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
inflation (IPCH)*	1,3	1,4	1,4	1,5	2,0	2,0	1,5	1,6	2,8	2,7
cons. privée*	2,0	1,8	1,1	1,5	2,1	2,0	1,5	1,5	2,5	3,2
chômage (BIT)*	4,8	4,7	6,5	6,4	3,5	3,6	7,1	7,2	3,8	3,7

Source :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2019)

** *World Economic Outlook* (janvier 2020)

*** *Perspectives économiques* (novembre 2019)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

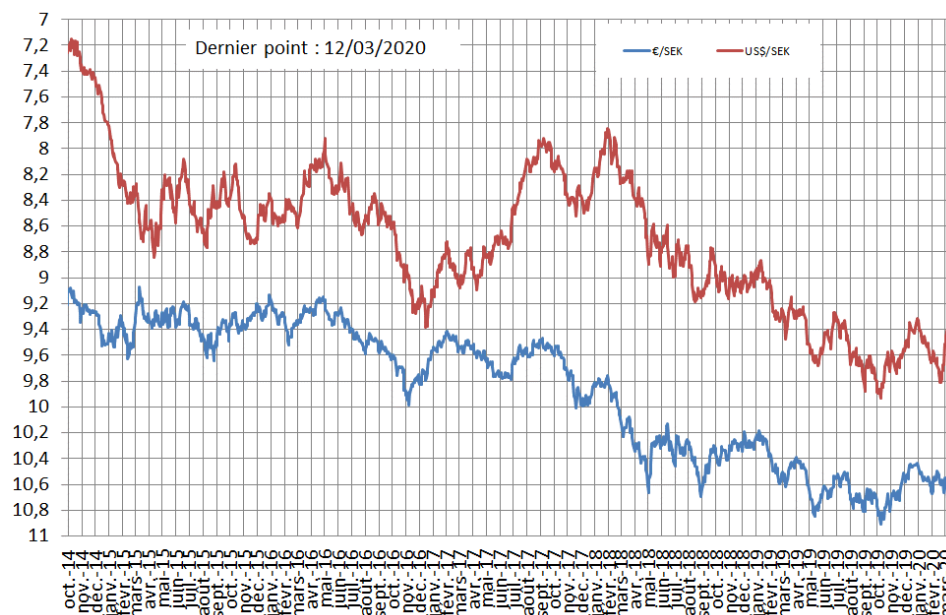
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

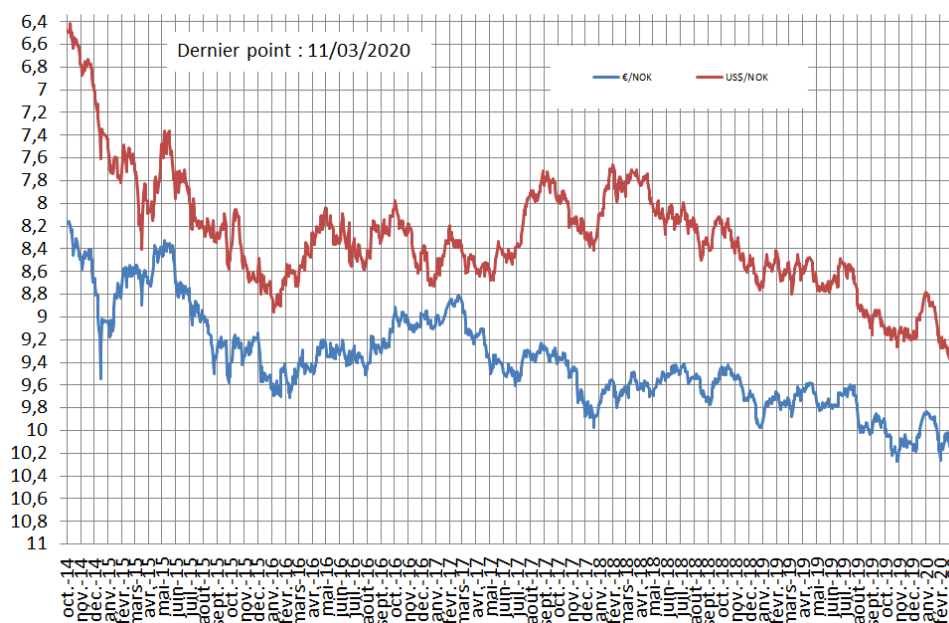
En vert : amélioration

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, J-M. Barrieu), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, R. Saudrais, J. Grosjean, E.-M. Mounier, P. Charrier).